

# CHIRURGIE HOPITAL FRANCE

## SCH CMH SNAM SYMHOSPRIV

### Communiqué

#### Situation au 10 décembre 2004

Chers collègues, chers amis

Nous sommes 1200 à avoir cosigné la pétition.

Nous l'avons rendue publique le 6 décembre.

Les agences AFP, AP, et APM ainsi que La Tribune et la presse professionnelle s'en sont faits écho.

Vous trouverez ci-après en annexe le "papier" du Quotidien du Médecin.

Nous avons demandé une entrevue rapide avec le ministre.

Une journée "tableau opératoires blancs" a été décidée pour **LE 19 JANVIER 2005**.

Ce jour là, les chirurgiens des Hôpitaux n'opéreront pas.

L'objectif est de communiquer et d'interpeller l'opinion et les médias.

Nous vous transmettrons prochainement les modalités pratiques d'organisation.

Dès à présent :

- Ne programmez pas d'opérations le 19 janvier et la 2ème semaine de février si la situation n'évolue pas.

- Continuez à faire circuler et signer la pétition.

Trop d'hôpitaux et de chirurgiens ne l'ont pas reçue (ni bien sur signée...) soit qu'ils ne disposent pas de mail, soit qu'ils ne les ouvrent pas.

Un coup de téléphone au collègue est très important.

- Commençons au niveau des blocs à nous organiser entre chirurgiens et à prévenir les anesthésistes et les cadres.

- Nous vous donnerons prochainement matière à intervenir auprès de la presse régionale.

**NOUS AVONS MOINS D'UN MOIS POUR NOUS FAIRE ENTENDRE !  
LE MERCREDI 19 JANVIER 2005 : TABLEAUX OPERATOIRES BLANCS !**

N'hésitez pas à utiliser l'adresse e-mail de la pétition : [chirurgie@huvec.com](mailto:chirurgie@huvec.com) pour vous exprimer.

La légitimité et la capacité d'action d'"Hôpital Chirurgie France" dépendent de vous>

**F Aubart, T Dufour, A Elhadad, JP Genet**

## Une journée « tableaux opératoires blancs »

### Les chirurgiens des hôpitaux publics n'opéreront pas le 19 janvier

Protestant contre « la situation critique » de la chirurgie publique et contre le manque d'empressement du gouvernement à tenir les engagements pris en septembre pour redresser la barre, le collectif Chirurgie Hôpital France (CHF) appelle, pendant toute la journée du mercredi 19 janvier, à l'« arrêt des activités chirurgicales » dans les hôpitaux.

Y AURAIT-IL EU deux poids deux mesures dans la mise en œuvre des volets public et privé du plan Chirurgie élaboré par le ministère de la Santé, l'assurance-maladie et les syndicats de chirurgiens libéraux et hospitaliers à la fin de l'été ? Trois mois après l'accord conclu à l'arraché avec Philippe Douste-Blazy sur la revalorisation de leur activité (« le Quotidien » du 6 septembre), les chirurgiens de l'hôpital public le pensent. Ils restent même à ce point sur leur faim qu'ils montrent les crocs et menacent, à l'appel du collectif Chirurgie Hôpital France (1), de désertier les blocs opératoires toute la journée du 19 janvier.

C'est que contrairement à leurs confrères du secteur privé, pour qui les promesses faites par le ministre le 25 août - revalorisation des astreintes *via* un forfait de 150 euros, hausse de 12,5 % du KCC... - se sont vite (et « *légitimement* », souligne CHF, fair-play) concrétisées, les chirurgiens publics attendent toujours la traduction dans les blocs de leur propre accord. « *Le sujet de la chirurgie hospitalière est en jachère. Les maigres avancées du relevé de conclusion que nous avons signé début septembre ne sont même pas mises en œuvre* », déplore le Dr François Aubart, chirurgien et président de la CMH (Coordination médicale hospitalière, membre de CHF).

### Retard à l'allumage.

De fait, il y a trois mois, les hospitaliers et le ministère s'étaient entendus sur huit points (installation d'une commission opérationnelle destinée à plancher sur la formation initiale des chirurgiens, élaboration pour les jeunes chirurgiens de meilleures perspectives d'intégration à l'hôpital, restructuration des blocs, meilleure coordination des acteurs du plateau technique, revalorisation de l'astreinte...) ; tous sont aujourd'hui au point mort. L'inertie des pouvoirs publics fait l'effet d'une douche froide à des professionnels qui se considèrent déjà « *dans une situation critique* ». Elle alimente aussi le cercle vicieux de la désertion des hôpitaux publics : la « *disparité* (de traitement entre la ville et l'hôpital) *ne peut qu'aggraver la fuite des compétences chirurgicales vers le secteur libéral* », souligne CHF.

Pas question de rester les bras ballants. Après avoir fait circuler une pétition dans tous les hôpitaux (voir encadré), Chirurgie Hôpital France demande à être reçue

« dans les meilleurs délais » par le ministre des Solidarités et de la Santé. Si l'organisation obtient un rendez-vous, elle ira convaincre Philippe Douste-Blazy avec, dans ses cartons, la grève du 19 janvier. Une journée baptisée « tableaux opératoires blancs » au cours de laquelle, on ne peut être plus clair, « *il n'y aura pas d'opérations* ». Le mouvement se répétera pendant une semaine entière en février si le ministre ne fait rien pour sortir la chirurgie publique de l'impasse. CHF est indéniablement sur une ligne dure et spectaculaire. Echaudée par sa précédente grève (2), l'organisation entend faire de l'action du 19 janvier un moment « *solennel* » et « *significatif* ». Et profiter de son retentissement pour alerter l'opinion publique. Nous voulons, explique CHF, « *pouvoir opérer dans des conditions "normales" au sein d'équipes opératoires complètes (chirurgiens, aides opératoires, infirmières spécialisées, anesthésistes...) sur des plateaux techniques performants et réorganisés disposant de temps opératoire adapté à notre activité* ». Le Dr Aubart renchérit : « *La chirurgie hospitalière représente moins de 40 % de toute l'activité chirurgicale. Ce chiffre ne résulte pas d'un manque d'attractivité, les patients sont là, mais nous ne pouvons pas les prendre en charge. Il y a des files d'attente.* »

#### > **KARINE PIGANEAU**

(1) Chirurgie Hôpital France regroupe deux intersyndicats de praticiens hospitaliers (le Snam et la CMH) et deux organisations catégorielles de chirurgiens, l'une publique (le SCH) et l'autre privée (le Symhospriv).

(2) C'était le 1er septembre dernier ; le mouvement avait donné lieu à une bataille de chiffres entre les chirurgiens (qui comptaient plus de 40 % de blocs fermés dans les CHU et deux blocs sur trois dans les centres hospitaliers) et le ministère pour qui il n'y avait que 1,21 % de grévistes dans les CHU et 1,3 % dans les CH.

#### **1 200 signatures pour interpeller le ministre**

Circulant depuis un mois dans les hôpitaux à l'initiative de Chirurgie Hôpital France (CHF), une pétition a recueilli à ce jour quelque 1 200 signatures, soit l'adhésion d'un peu plus du tiers des chirurgiens des hôpitaux. Dans tous les CHU et plus de 250 centres hospitaliers, des chirurgiens (PH et PU-PH) ont paraphé ce texte qui dénonce les maux dont souffre leur activité : « *Les équipes opératoires sont incomplètes, les blocs opératoires fonctionnent souvent à temps partiel, la place des chirurgiens est remise en cause, les rémunérations des chirurgiens pour les gardes et astreintes sont amputées, l'objectif d'excellence de la chirurgie hospitalière est contesté.* »